



FR

CETTE ACTION EST FINANCÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE

ANNEXE 1

de la décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République islamique de Mauritanie pour l'année 2023

Document d'action Économie verte - systèmes alimentaires durables et inclusifs pour une meilleure sécurité alimentaire et nutritionnelle

PLAN D'ACTION ANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action/la mesure au sens de l'article 23 du règlement IVCDCI - Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'Action

1. Intitulé CRIS/OPSYS Acte de base	Économie verte - systèmes alimentaires durables et inclusifs pour une meilleure sécurité alimentaire et nutritionnelle Référence opérationnelle OPSYS : ACT-62017 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDCI - Europe dans le monde)
2. Initiative 'Team Europe'	Oui « Transition vers une Économie verte et bleue en Mauritanie »
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée à l'endroit suivant : République islamique de Mauritanie (Mauritanie)
4. Document de programmation	Programme indicatif pluriannuel (PIP) Mauritanie – Union européenne 2021-2027
5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés	Objectif spécifique 2 : Les systèmes alimentaires durables fournissent une alimentation de qualité et abordable pour la population, tout en préservant l'environnement et en créant des emplois décents.
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES	
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	Domaine prioritaire 2 : Transition vers une économie verte et bleue Secteur CAD 310 : « Agriculture, sylviculture, pêche » Secteur CAD 410 : « Protection de l'environnement général » Secteur CAD 430 : « Autres Multi secteurs »
7. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD principal (1 uniquement): ODD2 – Faim « Zéro » Autres ODD importants (jusqu'à 9) et, le cas échéant, cibles : ODD 1 – Pas de pauvreté ODD 5 – Égalité entre les sexes

	ODD 8 – Travail décent et croissance économique ODD 10 – Inégalités réduites ODD 12 – Consommation et production responsables ODD 13 – Lutte contre le changement climatique ODD 15 – Vie terrestre ODD 16 – paix, justice, institutions efficaces			
8 a) Code (s) CAD	Secteur CAD 31120 - Développement agricole (60%) Secteur CAD 41010 - Politique de l'environnement et gestion administrative (15%) Secteur CAD 43071 - Politique de sécurité alimentaire (25%)			
8 b) Principal canal de distribution	13000 - Gouvernement tiers (coopération déléguée)			
9. Objectifs de dépenses	<input type="checkbox"/> Migration <input checked="" type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input checked="" type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance <input type="checkbox"/> Éducation			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif politique général @	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Biodiversité @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
11. Marqueurs internes et Tags	Objectifs politiques	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Numérisation Tags: connectivité numérique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

	Gouvernance numérique		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Entrepreneuriat numérique		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Création d'emplois		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Compétences/compétences numériques		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Services numériques		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Connectivité	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Tags: Transports		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Contacts interpersonnels		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Énergie		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Connectivité numérique		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Migration (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire : 14.020120 Coût total estimé : 13 700 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE EUR 13 700 000 EUR Cette action s'inscrit dans l'Initiative Équipe Europe (IEE) "Transition vers une Économie verte et bleue" à laquelle l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Espagne et leurs agences de coopération : l'Agence française de développement (AFD), la Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit (GIZ), le Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW), l'Agence espagnole pour la coopération internationale au développement (AECID) et l'Agence belge de développement (ENABEL) contribuent.			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)¹	Gestion indirecte avec une entité à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.1 Garantie budgétaire telle qu'indiquée à la section 4.4.2			

1.2 Résumé de l'Action

Les faibles performances du secteur agropastoral en Mauritanie nécessitent qu'une transformation profonde des systèmes alimentaires soit opérée afin de répondre aux nombreux défis qui se manifestent de manière récurrente par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Cette Action se situe dans le processus de reconquête par la Mauritanie de sa souveraineté alimentaire, notamment pour sécuriser l'approvisionnement des marchés urbains et ruraux en produits alimentaires de qualité, agir simultanément sur les causes structurelles de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, ainsi que renforcer la résilience des populations rurales les plus vulnérables face aux chocs qui se sont imposés avec force ces dernières décennies en Mauritanie. Une irrégularité au niveau des précipitations et de leur répartition spatio-temporelle, des températures de l'air de plus en plus élevées, des épisodes de sécheresses et d'inondations plus fréquents, une diminution des apports en eau par le fleuve Sénégal, une dégradation notable des terres, une plus grande fragilité des écosystèmes et de leur dynamique sont quelques éléments qui montrent que les effets du changement climatique en Mauritanie, avec pour conséquences une amplification des problèmes

¹ Art. 27 NDICI

environnementaux posés à ce pays sahélo-saharien, et une aggravation de la menace qui touche en premier lieu le secteur primaire, au titre duquel l'agriculture et l'élevage constituent des secteurs clefs pour l'économie du pays

Cette action vise à apporter des solutions adéquates à cette situation, en se focalisant essentiellement sur la structuration et la consolidation des chaînes de valeur agropastorales à haut potentiel nutritionnel et commercial en lien avec l'amélioration des systèmes de production à vocation alimentaire durables, écologiquement responsables et résilients aux chocs climatiques à l'amont et un ensemble d'actions visant à faire évoluer les modes de consommation et les pratiques nutritionnelles à base de produits « locaux » et adaptés au changement climatique à l'aval. L'action publique sera renforcée afin de conférer un cadre favorable au dialogue public – privé, à la compétitivité des chaînes de valeur et à la résorption des causes structurelles de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Cette action s'aligne sur les politiques européennes visant la transition verte des systèmes de production et de consommation, telle que le Pacte Vert et la stratégie « De la ferme à la table ». Elle s'intègre à la Stratégie Sahel de l'Union européenne, et participe à l'atteinte du troisième objectif du cadre des politiques prioritaires de l'UE en Mauritanie qui ambitionne de « renforcer les systèmes alimentaires durables et inclusifs produisant une alimentation abordable de qualité, en ciblant en particulier la filière lait ». L'action contribue également aux politiques et mesures que le gouvernement mauritanien vise à mettre en œuvre pour s'adapter et atténuer les effets du changement climatique, participant à l'atteinte des objectifs à l'horizon 2030 définis dans la Contribution Nationale Déterminée visant à améliorer la productivité et restaurer la fertilité des terres agricoles. Elle participe enfin aux efforts régionaux de gestion intégrée des écosystèmes et de développement rural pour lutter contre la dégradation des terres, le changement climatique, la perte de biodiversité, la pauvreté et l'insécurité alimentaire dans les pays sahéliens, tel que visés par l'initiative de la Grande Muraille Verte.

L'action s'inscrit dans le cadre du second domaine prioritaire – « Transition vers une économie verte et bleue » – du programme indicatif pluriannuel 2021-2027, et plus précisément son objectif « Les systèmes alimentaires durables fournissent une alimentation de qualité et abordable pour la population », tout en préservant l'environnement et en créant des emplois décents. L'action contribue à l'Initiative Équipe Europe (IEE) « Transition vers une Économie verte et bleue ». Son objectif principal est de soutenir une alimentation saine (sûre et diversifiée), disponible et accessible pour toute la population mauritanienne par la promotion d'une agriculture productive, compétitive, écologiquement responsable, adaptée au changement climatique et inclusive. Les principaux effets attendus sont :

- Le développement écologiquement responsable, adapté au changement climatique des chaînes de valeur agropastorales à haut potentiel nutritionnel et commercial contribue au développement inclusif de zones rurales, facilite l'accès égal à des revenus décents pour les jeunes et les femmes et permet d'assurer l'approvisionnement des centres urbains en produits adaptés, accessibles et de qualité ;
- Le cadre institutionnel et de gouvernance est renforcé, permettant de transformer les systèmes alimentaires pour apporter des réponses aux causes structurelles de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle (y compris du point de vue du genre) et des plans de communication accessibles à toute la population sont mis en œuvre pour faire évoluer les modes de consommation vers des régimes alimentaires sains, valorisant les produits locaux et adaptés au changement climatique.

De manière prioritaire, l'action travaillera dans le cadre des secteurs CAD définis par l'OCDE suivants : Secteur CAD 310 : « Agriculture, sylviculture, pêche » ; Secteur CAD 410 : « Protection de l'environnement général », et Secteur CAD 430 « Autres Multi secteurs ». Elle contribuera à l'atteinte des ODD 1 – Pas de pauvreté, ODD 2 Faim zéro, ODD 5 – Égalité entre les sexes, ODD 8 – Travail décent et croissance économique, ODD 10 – Inégalités réduites, ODD 12 – Consommation et production responsables, ODD 13 – Lutte contre le changement climatique, ODD 15 – Vie terrestre et ODD 16 – paix, justice, institutions efficaces.

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

La Mauritanie se situe entre l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne et est dotée d'une large façade sur l'océan Atlantique. Les paysages désertiques dominent ce pays d'une superficie de 1 036 000 km². La population de la Mauritanie aujourd'hui estimée à 4 979 041 d'habitants, devrait atteindre 5 290 949 habitants en 2025, dont près

de 61% vivront en milieu urbain². Son taux de croissance démographique actuel est de 2,74% par an, porté par une croissance urbaine forte (4,29 % par an)³. Ces dynamiques démographiques traduisent en particulier le désintérêt des jeunes pour les métiers ruraux. Bien que le secteur agropastoral soit le premier pourvoyeur d'emploi, cette position pourrait s'inverser dans les années à venir.

En 2021, au cours de la crise mondiale de la COVID-19, la Mauritanie a enregistré une croissance de 2,4%, tirée par une augmentation de la consommation des ménages et des investissements, ainsi que par l'amélioration des résultats du secteur des services. En dépit de sa forte sensibilité aux aléas du climat, le secteur primaire constitue l'un des piliers de l'économie mauritanienne. En 2019, il contribuait à une hauteur de 27,1% au PIB (4,6% pour l'agriculture et la sylviculture, 20,5% pour l'élevage, 2% pour la pêche)⁴. Selon les projections, la croissance économique du pays devrait s'établir autour de 6,5 % du PIB sur la période 2023-2024, soutenue par l'ouverture de nouvelles mines, le début de la production de gaz et la hausse des investissements publics⁵. Les perspectives de contrôle de l'inflation (initialement prévue à 4,5 % d'ici à 2024) sont remises en question par la crise ukrainienne. La COVID-19 a entraîné une hausse du taux d'extrême pauvreté, estimé à 6,3 % en 2022⁶. En 2021, la Mauritanie était placée au 158^e rang de l'indice de développement humain sur 191 pays⁷. Les dépenses d'assistance sociale représentent 7,5% du PIB (2021) et les dispositifs actuels de protection sociale concernent 47 % du quintile le plus pauvre, soit l'une des meilleures couvertures régionales⁸.

En dépit d'un potentiel agropastoral important, la Mauritanie est fortement dépendante des importations de produits alimentaires, ce qui, dans le contexte de forte croissance urbaine et inflationniste actuel, fragilise son économie et celle des ménages. Les tensions sur les prix des denrées alimentaires (entre février 2022 et février 2023, ces prix auraient progressé de plus de 60%⁹) devraient avoir un impact significatif sur la situation d'insécurité alimentaire des ménages urbains. Pour inverser cette tendance, la Mauritanie développe une politique de promotion des investissements attractive pour les promoteurs agroindustriels, principalement étrangers¹⁰, en particulier dans le secteur agropastoral.

Les dernières estimations du Cadre harmonisé par le Réseau de Prévention des Crises Alimentaires, en mars – mai 2023, estimaient à 271 969 le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire en phase « 3+ », et 472 275 personnes pour la situation projetée entre juin et août 2023. Parmi les wilayas les plus touchées par l'insécurité alimentaire, on retrouve celles qui disposent d'un potentiel agricole important¹¹. Les précipitations satisfaisantes de l'hivernage 2022 ont permis une amélioration notable de la situation en 2023. Néanmoins l'enquête SMART sur la situation nutritionnelle menée en octobre 2022 montre que d'une année à l'autre, les principaux indicateurs de nutrition ne présentent pas de changements positifs notables, malgré les efforts conduits en matière d'aide sociale¹². L'intensification des migrations internes constitue une cause de la malnutrition¹³ insuffisamment appréhendée. Les disparités dans l'accès des femmes et des hommes à un travail sont élevées (24%

² Worldometer - United Nations data, 2023

³ Profil des systèmes alimentaires, Mauritanie. FAO, CIRAD, UE. 2023.

⁴ Profil des systèmes alimentaires. Mauritanie. FAO, CIRAD, UE. 2023.

⁵ Banque mondiale, septembre 2022.

⁶ Banque mondiale, septembre 2022.

⁷ Selon l'Indice de Développement Humain, un enfant qui vient au monde aujourd'hui n'atteindra que 38 % de sa productivité à l'âge adulte. Le nombre d'années de scolarité corrigées en fonction des acquis est de 4,2 par enfant en moyenne, tandis que 23 % des enfants souffrent d'un retard de croissance dans un contexte de dépenses publiques de santé et d'éducation relativement faibles.

⁸ Banque mondiale, septembre 2022.

⁹ Fews Net, février 2023.

¹⁰ La loi n°2019-002 modifiant certaines dispositions de la loi n°2012-052 du 31 juillet 2012, portant sur le Code des investissements, acte la création de l'Agence de Promotion des Investissements en Mauritanie (APIM) et du Guichet Unique, qui facilitent l'enregistrement de nouvelles sociétés et défini des conditions incitatives pour les nouveaux investisseurs nationaux et étrangers.

¹¹ Gorgol : 29%, Guidimaka : 23%, Brakna : 14%, Trarza : 10%.

¹² La prévalence de la malnutrition aiguë globale chez les enfants de 6-59 mois est de 13,5% avec un niveau sévère de 2,4% (sensiblement supérieurs à ceux de l'enquête SMART de 2021 : 11,1 et 1,9%). Les taux de malnutrition chronique globale sont de 25,1% avec un niveau sévère (MCS) de 2,7% (les taux de malnutrition chronique globale étaient de 27% en 2012 et 24,2% en 2020). Le taux d'insuffisance pondérale est de 22,4%, avec un niveau sévère de 5,4%. La malnutrition aiguë globale, la malnutrition chronique globale et l'insuffisance pondérale affectent davantage les garçons que les filles, évoluent avec l'âge et sont plus élevés en milieu rural qu'en milieu urbain. 26,3% des enfants de 6 – 23 mois reçoivent une alimentation diversifiée, la fréquence minimale de repas est assurée pour 26,1% d'entre eux. Selon l'Enquête Démographique et de Santé de la Mauritanie 2019-2021 (EDSM), 77 % des enfants de 6-59 mois et 56% des femmes de 15-49 ans sont anémiés. De même, le fardeau du surpoids et de l'obésité et les maladies chroniques y associées s'aggrave chez les femmes en âge de procréer particulièrement en milieu urbain.

¹³ Femmes dépendantes des ressources des pères qui sont partis chercher du travail en ville, enfants confiés aux grands parents, etc.).

des femmes et 87% des hommes de 15-49 ans). Néanmoins, 2/3 des femmes décident de l'utilisation de l'argent qu'elles gagnent et plus de la moitié des femmes participent aux décisions du ménage¹⁴.

Les faibles performances des systèmes de production agro-pastoraux sont liées à différents facteurs : accès à la terre, disponibilité de l'eau, protection des cultures de la divagation des animaux, accès aux services (intrants, conseil, financement, etc.), à la faible organisation des filières « internes » (dispersion de la production, faible productivité, charge de transaction élevée, faible organisation des circuits commerciaux, etc.) ainsi qu'aux effets du changement climatique. En effet les chaînes de valeur agricoles sont constamment sous la menace de la variation climatique qui se manifeste par une irrégularité des précipitations et de leur répartition spatiotemporelle, des températures de l'air de plus en plus élevées, des épisodes de sécheresses et d'inondations plus fréquents. Selon les scénarios climatiques (GIEC, 2022), le climat mauritanien évoluera d'ici une vingtaine d'années vers une plus grande aridité, une augmentation de la fréquence des chocs climatiques extrêmes et une diminution des précipitations¹⁵. Cette évolution se caractériserait par des impacts négatifs à court termes et notamment par une érosion progressive des sols, une réduction en latitude des parcours pastoraux et une diminution de la surface agricole utile. Une fragilisation généralisée des écosystèmes qui, in fine, réduirait la productivité agro-pastorale, notamment des petites exploitations plus fortement dépendants des cultures pluviales et de l'élevage extensif. La faiblesse du tissu national de micro, petites et moyennes entreprises (MPME) agroindustrielles qui assurent l'accessibilité de produits de qualité aux consommateurs constitue un frein important à la compétitivité des chaînes de valeur agropastorales nationales. L'amélioration du climat des investissements et le renforcement de l'action publique en termes de ressources humaines et budgétaires¹⁶ sont des piliers importants de la transformation des systèmes alimentaires. Les budgets du ministère de l'Agriculture et du ministère de l'Élevage traduisent des déséquilibres importants entre les fonctions politiques et les fonctions opérationnelles¹⁷, le soutien aux fonctions de service (formation, recherche, conseil, etc.) et aux investissements¹⁸ ainsi que la répartition des ressources entre les services centraux et les services déconcentrés. Les préoccupations liées à la nutrition n'apparaissent pas dans les budgets sectoriels. Le passage au budget programme, tel que prévu dans la loi organique 2018/039 relative aux lois de finances¹⁹, devrait permettre une meilleure adéquation et efficacité des budgets, dont ceux du ministère de l'Agriculture et du ministère de l'Élevage.

La Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP) 2016-2030 constitue le cadre de référence des politiques publiques de la Mauritanie. Elle vise à réaliser une croissance économique forte, inclusive et durable en vue de satisfaire les besoins essentiels de tous les citoyens et leur assurer un mieux-être. Elle est déclinée en plans d'action quinquennaux. Pour le secteur agropastoral il s'agit principalement de : a) promouvoir une agriculture productive, compétitive et durable grâce au développement des filières agricoles porteuses, à forte potentialités de croissance, b) accroître les retombées du secteur de l'élevage et la garantie de son intégration à l'économie nationale afin de générer plus d'emplois et de revenus. Son second plan d'action (2021-2025) pour le secteur agricole est décliné autour de quatre axes²⁰ et en cinq axes pour le secteur élevage²¹ qui précisent les orientations générales. Différents documents précisant les stratégies sectorielles, cohérentes avec la SCAPP, visent à opérationnaliser la Loi d'orientation agro-pastorale (juillet 2013)²². La feuille de route nationale sur la

¹⁴ Banque mondiale, septembre 2022.

¹⁵ GIEC. 2022. Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Sur: GIEC. <https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/>

¹⁶ Le budget de l'État mauritanien a progressé au cours des quatre dernières années (70,025 milliards MRU en 2020, 111,423 milliards en 2023). Les implications budgétaires pour le secteur agropastoral sont significatives : 2,523 milliards MRU pour la gestion 2021, 4,089 milliards MRU pour la gestion 2022 et 5,462 milliards MRU pour la gestion 2023 (4,9% du budget de l'État). Au cours des trois dernières années, le budget du Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA) est passé de 370,44 millions MRU (2021) à 1,066 Milliards MRU (2023).

¹⁷ 43,5% du budget du ministère de l'Agriculture est alloué au Cabinet.

¹⁸ 32,5% du budget du ministère de l'Agriculture est alloué à la Direction des aménagements ruraux, 0,6% au Centre national de recherche agronomiques et de développement agricole, 0,6% à l'école nationale de formation et de vulgarisation agricole.

¹⁹ La loi organique 2018 – 039 relative aux lois de finances entérine le processus de passage à un mode de gestion « budget-programme » qui devrait toucher le ministère de l'Agriculture et le ministère de l'Élevage à l'horizon 2025.

²⁰ (i) l'intensification et la diversification de la production agricole (en particulier les productions pluviales et oasiennes), (ii) de la promotion de la compétitivité des filières (ajustement aux marchés, transformation, etc.), (iii) la gestion durable des ressources naturelles à travers la promotion d'une gestion foncière intégrant toutes les parties, (iv) l'amélioration des services agricoles dans leur ensemble.

²¹ (i) le renforcement de la gouvernance du secteur (amélioration du cadre réglementaire et de l'Action publique, renforcement du système national de statistiques, etc.), (ii) le développement des filières animales intensives, (iii) le développement du pastoralisme et de l'élevage familial, (iv) l'amélioration de la santé animale et de la santé publique vétérinaire, (v) le développement de l'industrialisation du secteur.

²² La Stratégie de Développement du Secteur Rural (SDSR) à l'horizon 2025, déclinée en deux plans sectoriels d'Actions : le Plan National de Développement de l'Agriculture (PNDA) 2016-2025 et le Plan de Développement de l'Élevage (PNDE) 2018-2025 ; (ii) Le Plan National de Développement Rural (PNDR) 2020-2025, qui constitue la synthèse du PNDE et du PNDA, vise à « promouvoir une agriculture et un élevage modernes, compétitifs et durable par le développement des filières végétales et animales à fortes potentialités de croissance ». Le PNDR est décliné en 6 programmes qui constituent l'architecture du Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) 2020-2025 du secteur.

transformation des systèmes alimentaires durables²³, décrit à l'horizon 2030 quatre voies de transformation des systèmes alimentaires durable²⁴ : (i) garantir l'égalité d'accès de toute la population à des aliments sains et de modes de consommation durables (ii) Améliorer les performances productives du système alimentaire dans le respect des exigences et normes environnementales ; (iii) Lutter contre les inégalités de genre, de contrôle et d'accès aux ressources et aux opportunités ; (iv) Renforcer la résilience face aux vulnérabilités, aux chocs et au stress.

Le Plan stratégique multisectoriel de la nutrition²⁵ 2016-2025 est l'unique cadre de référence stratégique et multisectoriel pour le secteur de la nutrition. Sa prise en compte et sa mise en œuvre sectorielle n'est pas effective dans les secteurs productifs agro-alimentaires (agriculture, élevage et pêche). Le Plan national de développement de la nutrition (PNDN), expiré en 2020, est actuellement en phase de renouvellement. La Stratégie Nationale de Protection Sociale (2019) intègre la nutrition à travers l'accès aux aliments et leur consommation chez les personnes en situation de plus grande vulnérabilité).

Le Programme prioritaire élargi du Président de la République de septembre 2020, doit accompagner « une transformation structurelle » de l'économie à travers notamment l'intensification de l'investissement public dans les secteurs productifs prioritaires, en vue d'accélérer l'atteinte de la souveraineté alimentaire.

2.2 Analyse des problèmes

L'exode rural et l'urbanisation rapide entretiennent une situation persistante d'insécurité alimentaire et nutritionnelle croissante, tant en milieu rural qu'urbain, cela dans un contexte fortement inflationniste. La production agropastorale nationale est insuffisante pour couvrir l'ensemble des besoins alimentaires des ménages, qui sont aujourd'hui structurellement dépendants des produits importés (riz, blé, maïs, produits laitiers, fruits et légumes, sucre, etc.) dont les prix ont fortement augmenté ces derniers mois. Cette dépendance touche également les habitants des zones urbaines et rurales. Au regard de la taille de sa population, la Mauritanie dispose d'un potentiel agricole important dont la valorisation pourrait apporter des réponses durables à la dépendance des ménages, en particulier les personnes en situation de plus grande vulnérabilité, aux fluctuations des cours internationaux des principaux produits alimentaires de base. Toutefois, ces réponses ne sauraient être durables qu'à condition que toute intensification ou diversification des activités agricoles tienne compte : 1/de la capacité d'adaptation au changement climatique des techniques productives agro-pastorales et 2/ de l'impact de celles-ci sur les ressources naturelles et l'environnement, et rationalise l'exploitation des ressources à travers des outils et méthodes appropriés à la promotion d'un développement socio-économique durable. L'évolution des besoins alimentaires du pays est aussi corrélée au changement des habitudes alimentaires²⁶.

Les marchés internes des produits alimentaires sont faiblement développés. Les agropasteurs rencontrent des difficultés d'accès aux services dont ils ont besoin pour améliorer leurs performances, parallèlement le secteur agroindustriel est insuffisamment développé pour créer de la valeur ajoutée et approvisionner les marchés urbains en produits de qualité, accessibles aux consommateurs. La souveraineté alimentaire de la Mauritanie repose sur le développement d'exploitations agricoles performantes et d'un tissu de MPME qui assurent le lien avec le marché et fournissent des services d'appui à la production agropastorale.

L'accès au financement constitue une contrainte clé à l'émergence d'un tissu de MPME agroindustrielles dans le secteur, d'autant que le climat des affaires reste peu favorable aux filières et aux entreprises nationales déjà implantées. Les besoins de ces entreprises concernent des besoins en ressources courtes (fourniture de services et financement de la collecte des produits auprès des fournisseurs, etc.) et longues (innovation technologique, augmentation des capacités de production, mise aux normes, gestion de la qualité, transition vers des énergies propres, etc.). Les banques ne disposent pas de produits financiers adaptés, car elles accordent une confiance limitée à un secteur dominé par les importations.

²³ Adoptée par la Mauritanie en septembre 2021 lors du sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires.

²⁴ Feuille de route sur les voies de transformation des systèmes alimentaires en Mauritanie, septembre 2021. https://www.unfoodsystemshub.org/docs/unfoodsystemslibraries/national-pathways/mauritania/2021-09-21-ar-feuille-de-route-version-preliminaire.pdf?sfvrsn=f596e4b9_1

²⁵ Ministère de l'Économie et des Finances/Conseil national de Développement de la Nutrition. Plan stratégique multisectoriel de nutrition 2016-2025.

²⁶ La consommation de céréales (riz, blé, ...) devrait passer de 866 000 tonnes en 2020 à 1,14 million de tonnes en 2030, celle des légumes de 169 000 tonnes en 2020 à 377 000 tonnes en 2030. La consommation de viande serait multipliée par quatre entre 2020 et 2100 (FIDA, 2021).

Malgré les efforts importants mis en œuvre, les indicateurs nutritionnels évoluent peu. L'alimentation des ménages est peu diversifiée, principalement dépendante de leur niveau de revenus et de production²⁷ ce qui rend certains produits difficilement accessibles (fruits, légumes, légumineuses, noix, grains entiers, viande, poisson, etc.) dans un contexte de volatilité des prix. L'accès économique aux produits alimentaires sains constitue l'un des principaux déterminants de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. L'Action contribuera à résorber ce goulot d'étranglement critique.

De manière plus globale, les réponses reposent sur les capacités à anticiper et à répondre aux situations de crise, mais également sur les mesures structurelles à mettre en place pour résorber les principales causes de la malnutrition. Les services publics ne disposent que peu de ressources humaines compétentes dans le domaine de l'alimentation – nutrition, les documents et les outils de programmation stratégique et budgétaire prennent insuffisamment en compte ces dimensions pour agir efficacement sur elles. Le processus de modernisation des finances publiques constitue une opportunité pour inscrire les réponses structurelles aux causes de la malnutrition dans les budgets - programmes sectoriels, dont ceux des départements de l'agriculture et de l'élevage.

La Mauritanie a adopté plusieurs textes juridiques et législatifs en matière d'égalité de genre mais, de façon générale, il existe encore des obstacles socioculturels, institutionnels et politiques qui empêchent les avancées nécessaires sur certaines questions liées au genre, comme détaillé dans la section 3.3 « Intégration des questions transversales ». Au niveau socioculturel, peuvent être cités le faible accès à l'information relative à l'égalité des sexes, les préjugés sociaux, l'analphabétisme, l'ignorance des droits conférés par la loi, la soumission à des traditions ancrées et une forte pression culturelle sur les pratiques traditionnelles néfastes à l'égard des femmes, surtout en milieu rural. Au niveau institutionnel, ils se distinguent une insuffisante prise en compte de la dimension genre dans les différents secteurs et des investissements très limités, en lien avec la rareté des ressources humaines qualifiées dans cette thématique et avec des difficultés de coordination et de dialogue sur les questions de genre au niveau national²⁸.

Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action :

L'Action « Économie verte – systèmes alimentaires durables pour une meilleure sécurité alimentaire et nutritionnelle » implique trois principaux groupes de parties prenantes en tant que détenteurs des obligations : 1) les acteurs publics et privés impliqués dans le développement du secteur, des services et de l'économie agropastorale, 2) les acteurs impliqués dans les réponses à apporter à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, 3) les parties prenantes impliquées dans le dialogue politique, budgétaire, relatif à l'amélioration du climat des affaires et des investissements.

Les partenaires-clés pour le secteur agropastoral sont :

- Les petites et moyennes **exploitations agropastorales, principalement familiales, qui constituent le maillage de la capacité de production nationale** sont au cœur de l'Action. Il s'agira de soutenir des exploitations économiquement viables qui soient à la fois en mesure d'approvisionner les marchés en produits de qualité, accessibles et d'inverser le processus d'exode rural. La reconnaissance du rôle des femmes ainsi que le renforcement de leurs capacités et des jeunes sera aussi essentiel pour qu'ils puissent participer aux chaînes d'approvisionnement alimentaires.
- **Les organisations-socioprofessionnelles (OSP)** : Ce sont principalement des producteurs organisés sous forme de coopératives en charge de gérer des services à leurs membres (conseil, services de l'eau, accès aux intrants, à des crédits de campagne, organisation de la collecte, gestion d'un tank réfrigéré ou d'un magasin de stockage, etc.). L'Action privilégiera les OSP qui ont atteint un bon niveau de maturité qui puissent, à terme, être autonomes en termes de services, tout en soutenant également les OSP qui ont un potentiel d'atteindre la maturité souhaitée. L'action contribuera à favoriser la promotion des organisations socioprofessionnelles féminines de base et renforcer la représentation active des femmes et des jeunes dans les OSP mixtes.
- **Les MPME de transformation/commercialisation des produits agro-pastoraux impliquées dans les chaînes de valeur lait, maraîchage, céréales locales.** L'Action contribuera au renforcement des relations contractuelles des MPME de transformation/commercialisation avec des petites et moyennes exploitations

²⁷ « L'analyse de la source d'acquisition des aliments consommés (production du ménage, achat sur le marché, cueillette dans la nature, aide ou don alimentaire) indique que les marchés constituent la première source d'acquisition (90 %) des aliments pour les ménages, suivis de la production de subsistance (5 %) et les aides et dons alimentaires (3 %) » ; Profil des systèmes alimentaires – Mauritanie, FAO/CIRAD/UE 2023.

²⁸ Plan d'Action de Genre – GAP III : Mise à jour de l'Analyse de Genre (2022).

agricoles (collecte des productions, fourniture de services : approvisionnement en semences et intrants, conseil, prestations de mécanisation, accès aux marchés, etc.).

- **Les plateformes de dialogue en place (bureau du lait) ou à mettre en place (cultures maraîchères, céréales locales) permettront de consolider/amorcer** le dialogue entre leurs acteurs des filières, définir des stratégies et des programmes d'Action, en particulier pour renforcer la compétitivité des produits sur les marchés et fournir des informations stratégiques à leurs membres (structure de la demande, opportunités commerciales, innovations, évolution des normes, etc.). L'action contribuera à une participation plus active et de qualité des femmes et des jeunes à ces plateformes de dialogue.
- Le **ministère de l'Agriculture (MA)** et ses démembrements qui interviendra dans l'amélioration du cadre stratégique (programmation, cadre de dépense à moyen terme (CDMT), etc.), budgétaire (investissements structurants incluant la transformation et l'enrichissement des farines à base de céréales locales en micronutriments) réglementaire (normes, surveillance et protection des cultures, qualité, etc.) fournira des conseils et des services de proximité aux acteurs des filières ;
- Le **ministère de l'Élevage (ME)** et ses démembrements qui interviendra dans l'amélioration du cadre stratégique (programmation, CDMT, etc.), réglementaire (normes, santé animale, qualité, etc.) et fournira des conseils et des services de proximité aux acteurs de la chaîne de valeur lait ;
- Le **ministère des Affaires économiques et de la promotion du secteur privé (MAEPSP)** qui contribuera au pilotage de l'action, à renforcer le dialogue public-privé et qui abrite la plateforme multisectorielle pour la nutrition ;
- Le **ministère de la Pêche et de l'économie maritime**, qui fournira un appui technique à la mise en œuvre d'opérations pilotes de développement de la pisciculture continentale et définira une stratégie de développement de cette chaîne de valeur si celle-ci s'avère économiquement justifiée ;
- Le **Centre National de Recherche Agronomiques et de Développement Agricole et l'Office National de Recherches et de Développement de l'Élevage et du Pastoralisme** joueront un rôle fondamental dans la mise à disposition des différentes innovations technologiques permettant de répondre aux contraintes rencontrées sur le terrain ;
- L'**Interprofession des Semences et des Plants de Mauritanie (ISPM)** impliqué dans les processus d'accès aux semences et autres matériels de plantation relatifs aux spéculations promues ;
- Les **Institutions de Microfinance** et de protection sociale qui étendront leurs services financiers dans les wilayas ciblées.

Les acteurs engagés dans le domaine de la nutrition sont :

- Le **point focal de l'initiative Scaling Up Nutrition (SUN) et le Conseil national de Développement de la Nutrition** en appui au renforcement du dialogue et de la coordination intersectorielle en améliorant l'efficacité des systèmes d'information et de suivi, à l'actualisation du PNDN, et à l'intégration de la dimension nutrition et systèmes alimentaires dans l'organigramme du MA et du ME, et dans le CDMT des deux ministères ;
- Le **Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA)** dans le cadre, de l'établissement de recommandations alimentaires nationales, de la promotion des céréales locales, de la mise en place de programmes de valorisation des céréales locales dans le cadre des actions de prévention (approvisionnement des magasins alimentaires, etc.) et d'action d'urgence ;
- Les **associations de consommateurs et autres organisations publiques et communautaires** en charge d'assurer la promotion des régimes alimentaires sains centrés sur du consommé local et diversifié ;
- Le ministère de la Santé avec son réseau d'agents de Santé Communautaire en charge d'assurer les activités de promotion de nutrition communautaire.

Les parties prenantes impliquées dans le dialogue politique, budgétaire, relatif à l'amélioration du climat des affaires et des investissements :

- La **Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de Mauritanie (CCIAM)** qui abritera et structurera le dialogue interprofessionnel dans le cadre des trois filières, jouera son rôle consultatif et de proposition pour assurer une meilleure protection des filières locales, améliorer l'environnement des investissements et des affaires ;
- La **Direction générale du budget** pour accompagner le MA et/ou le ME au passage au budget-programme

- Le **secteur bancaire** pour apporter des réponses aux besoins de ressources courtes et longues des exploitations agricoles et des MPME du secteur (y compris l'accès des femmes aux ressources financières).

Du point de vue du genre, l'action favorisera la coordination et le dialogue avec le ministère des Affaires sociales, de l'Enfance et de la Famille et les cellules ou points focaux genre de chacune des différentes institutions concernées.

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

L'objectif général (impact) de cette action est de soutenir une alimentation saine (sûre et diversifiée), disponible et accessible pour toute la population mauritanienne par la promotion d'une agriculture productive, compétitive, écologiquement responsable, résiliente au changement climatique et inclusive.

Les objectifs spécifiques de cette action sont :

OS1 : Renforcer le développement écologiquement responsable et adapté au changement climatique des chaînes de valeur à haut potentiel nutritionnel et commercial pour contribuer au développement inclusif de zones rurales, faciliter l'accès égal à des revenus décents pour les jeunes et les femmes, et permettre d'assurer l'approvisionnement des centres urbains en produits adaptés, accessibles et de qualité ;

OS2 : Renforcer le cadre institutionnel et de gouvernance afin de transformer les systèmes alimentaires pour apporter des réponses aux causes structurelles de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle (y compris du point de vue du genre) et mettre en œuvre de plans de communication accessibles à toute la population pour faire évoluer les modes de consommation vers des régimes alimentaires sains valorisant les produits locaux et adaptés au changement climatique.

Produits en lien avec l'objectif spécifique 1 :

- 1.1. Les services de conseil et d'information professionnels adaptés au changement climatique et visant à protéger et restaurer l'environnement et la biodiversité sont développés et l'accès régulier au matériel végétal (semences, boutures, plantules, etc.) est assuré, ce qui contribue au développement de systèmes de production performants, compétitifs, diversifiés, inclusifs et basés sur les principes de l'agroécologie et de l'agriculture sensible au climat, ainsi qu'à une meilleure régularité des circuits d'approvisionnement locaux et des flux commerciaux ;
- 1.2. Les liens contractuels entre des MPME de transformation, les acteurs du marché et les OSP représentant les producteurs des chaînes de valeur lait, céréales locales et cultures maraîchères sont renforcés, consolidant durablement le tissu économique local ;
- 1.3. L'organisation des chaînes de valeur (lait, céréales locales et maraîchères) est renforcée, contribuant à structurer l'offre de service nécessaire à leur développement basé dans les principes de l'économie circulaire, à la consolidation du dialogue public et à l'amélioration de leur environnement économique, réglementaire et institutionnel pour fournir des produits de qualité, contribuant à l'environnement et à la biodiversité, accessibles et utilisables par les consommateurs ;
- 1.4. Les campagnes de communication et de promotion des régimes alimentaires sains privilégiant des produits locaux, adaptés au changement climatique, contribuent à faire évoluer les modes de consommation dans le respect des bonnes pratiques nutritionnelles et à dynamiser la demande ;
- 1.5. Les produits et l'accès égal aux services financiers verts sont améliorés, contribuant à l'amélioration des performances des acteurs et de la **compétitivité des chaînes de valeur lait, céréales locales et maraîchères** en favorisant les investissements verts, inclusifs et responsables ;
- 1.6. Des pilotes de chaînes de valeur innovantes, adaptées au changement climatique, durables et sensibles à la nutrition (aviculture traditionnelle améliorée, enrichissement en micronutriments des farines de céréales locales, pisciculture continentale etc.) sont développés, contribuant à assurer des revenus durables aux femmes et aux ménages vulnérables qui ont un accès limité au foncier.

Produits en lien avec l'objectif spécifique 2 :

- 2.1. La prise en compte de l'alimentation et de la nutrition dans la définition et la mise en œuvre des politiques publiques est renforcée au niveau multisectoriel et sectoriel ;

- 2.2. Les mécanismes institutionnels de coordination intra et intersectorielle sont renforcés, permettant l'amélioration du pilotage des politiques publiques sensibles à la nutrition et de l'efficacité des outils d'information et de suivi des performances des programmes ;
- 2.3. L'approche budget-programme est mise en œuvre, permettant une meilleure prise en compte et efficacité des réponses à apporter aux causes structurelles de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition ;
- 2.4. Des recommandations alimentaires et nutritionnelles sont élaborées, vulgarisées et appliquées pour réduire les mauvaises pratiques alimentaires et leurs conséquences (coexistence de la sous-nutrition avec le surpoids et l'obésité).

3.2 Activités indicatives

Activités liées au produit 1.1

- Consolidation des systèmes d'information (référentiels technico-économiques, innovations, prix, etc.) ;
- Renforcement des capacités de service de conseil des OSP et MPME, avec une attention particulière portée à l'adaptation et à la réduction des effets du changement climatique et à la protection et la restauration de l'environnement et de la biodiversité ;
- Développement des outils du conseil : curricula de formation, groupes de discussion, etc. L'adaptation et l'atténuation des effets du changement climatique, la contribution à l'environnement à la biodiversité, la lutte contre la désertification et la réduction des risques de catastrophes seront des notions intégrées au développement du conseil ;
- Appui à la mise en place de centres de ressources pour alimenter le conseil et les décisions.

Activités liées au produit 1.2:

- Définition de l'approche et des outils de l'agriculture contractuelle ;
- Études de faisabilité, appuis à l'élaboration des plans d'affaires, conventions/contrats et cahiers de charge ;
- Renforcement des capacités des acteurs à conduire la démarche, à gérer les risques et à régler les litiges ;
- Appui à la promotion des produits (communication, label, conditionnement/ packaging, etc.).

Activités liées au produit 1.3 :

- Organisation de concertations entre les acteurs clés identifiés des trois chaînes de valeur, favorisant la prise en compte des questions liées à l'adaptation et à la réduction des effets du changement climatique, à l'économie circulaire, à la lutte contre la désertification et à la protection et la restauration de l'environnement et de la biodiversité ;
- Réalisation d'études économiques, environnementales et de capacité d'adaptation au changement climatique complémentaires et de plans de développement des chaînes de valeur ;
- Soutien au fonctionnement des plateformes filières et à l'opérationnalisation de leurs services ;
- Appui au plaidoyer et à la mise en œuvre des décisions issues du dialogue public – privé.

Activités liées au produit 1.4 :

- Études, enquêtes qualitatives permettant d'approfondir la connaissance des pratiques alimentaires ;
- Mise en œuvre pour chaque région de messages et de plans de communication adaptés pour l'amélioration des pratiques alimentaires et nutritionnelles à base de produits locaux adaptés au changement climatique.

Activités liées au produit 1.5.

- Évaluation des opportunités d'affaires inclusives au sein des chaînes de valeur ;
- Appui au développement de nouveaux instruments financiers verts inclusif et sensibles au genre (subvention adossée au crédit, etc.) ;
- Facilitation des investissements structurants « verts » dans le secteur agropastoral (blending, etc.).

Activités liées au produit 1.6.

- Évaluation des opportunités de développement de chaînes de valeur « innovantes », adaptées au changement climatique, durables et sensibles à la nutrition. Les critères de contribution à la protection et la restauration de l'environnement et de la biodiversité, de capacité à lutter contre la désertification et à réduire les risques de catastrophes seront pris en compte dans la sélection des chaînes de valeur retenues ;
- Appui à la mise en œuvre de programmes « pilotes » locaux inclusifs ;
- Capitalisation des résultats et évaluation des possibilités et modalités de mise à l'échelle.

Activités liées au produit 2.1.

- Appui à relecture du PNDN et à l'élaboration du second plan quinquennal de mise en œuvre du plan de nutrition multisectoriel (PSNM) ;
- Prise en compte des dimensions alimentation/nutrition dans les documents de politique/stratégiques ;
- Intégration de l'expertise en nutrition/ systèmes alimentaires dans l'organigrammes du ME et du MA;
- Renforcement des capacités en nutrition/systèmes alimentaires des agents, du MA et du CSA.

Activités liées au produit 2.2.

- Appui la mise en place du secrétariat technique du point focal SUN et d'un site web ;
- Appui au renforcement institutionnel et au fonctionnement du Conseil national de Développement de la Nutrition (organigramme et expertise);
- Appui à la mise en œuvre du dispositif de suivi du PNDN (1 & 2) ;
- Amélioration de la programmation des enquêtes systématiques et de la gestion des systèmes d'information ;

Activités liées au produit 2.3.

- Evaluation des possibilités d'établir une nomenclature budgétaire sensible à la nutrition (Direction générale du budget);
- Appui à l'élaboration de documents programmatiques et des CDMT du ME, MA, (à partir de 2025);
- Appui à l'actualisation des cadres de résultats sectoriel et au suivi des indicateurs ;
- Appui à l'organisation des revues annuelles et du dialogue sectoriel et intersectoriel.

Activités liées au produit 2.4 :

- Appui technique au CSA pour élaborer des recommandations alimentaires et nutritionnelles (RAN) ;
- Appui à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un plan de communication pour vulgariser les RAN ;
- Études critiques de satisfaction pour apprécier la pertinence et la faisabilité des RAN.

La contribution de l'UE à l'IEE, à laquelle cette action se réfère, sera complétée par d'autres contributions des membres de « l'Équipe Europe ». Elle est soumise à la confirmation formelle de la contribution significative de chaque membre respectif dans les meilleurs délais. Si les initiatives « Équipe Europe » et/ou ces contributions ne se concrétisent pas, l'action de l'UE peut se poursuivre en dehors du cadre d'une initiative « Équipe Europe ».

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

La récente étude sur les systèmes alimentaires de Mauritanie a mis en évidence que l'insécurité alimentaire et nutritionnelle trouvent leur origine dans diverses causes incluant la vulnérabilité du pays aux chocs climatiques (sécheresses, inondations, hausse des températures, etc.). Pour le secteur agropastoral cela se traduit dans la dégradation des terres, des pâturages et du potentiel hydrologique. La dégradation de la biodiversité résulte à la fois du climat, de la pression croissante du cheptel sur des ressources fragiles, des pratiques agricoles intensives (en particulier celles d'un secteur agroindustriel tourné vers l'exportation et du secteur irrigué) et du développement du secteur minier/gazier. L'agriculture, notamment l'élevage, est l'une des principales sources d'émissions de carbone en Mauritanie. L'utilisation intensive d'engrais chimiques et de pesticides constitue également un risque pour la qualité des eaux de surface et des nappes d'inféoflux. La présente action contribue à soutenir le développement d'une agriculture professionnelle garante d'une bonne gestion des paysages agraires, de la biodiversité, de la prévention des conflits liée à l'accès à la terre et aux ressources. Elle accompagne un processus de transformation des systèmes alimentaires du pays, basée sur des approches d'intensification agroécologique, d'intégration des cultures fourragères dans les systèmes de production agricole et d'élevage basée sur les principes de l'économie circulaire, de recyclage des déchets d'origine végétale et animale, d'une adhésion progressive des ménages à des modes de consommation plus diversifiés et mieux équilibrés. Il s'agit de contribuer à développer des modes de production compétitifs durables attentifs à la sécurité sanitaire des aliments, intégrés dans des chaînes de valeur performantes, écologiquement responsables qui assurent aux consommateurs urbains et ruraux un accès à des produits de qualité. La transition agro écologique sera facilitée par une meilleure intégration des activités d'agriculture et d'élevage afin de réduire la pression sur les ressources naturelles, le développement de l'économie circulaire et la promotion de l'énergie verte comme facteur de compétitivité des MPME et des

chaines de valeur, une communication axée sur le développement de pratiques alimentaires plus équilibrées indispensables que les systèmes alimentaires puissent évoluer.

Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles

Les femmes mauritaniennes occupent une place centrale dans la conduite d'activités agricoles, d'élevage et halieutiques, en particulier dans la vallée du fleuve, zone d'émigration saisonnière et de long terme des hommes. Les ressources qu'elles génèrent sont principalement dédiées au fonctionnement du ménage, à l'alimentation, l'éducation et la santé des enfants. En dépit du rôle important qu'elles jouent dans le développement de l'économie, elles bénéficient d'un accès limité à l'emploi salarié, aux ressources de production, au foncier, aux intrants agricoles, aux services financiers et non financiers, ainsi qu'à la mécanisation et aux technologies. L'inversion des tendances actuelles des indicateurs nutritionnels repose principalement sur l'amélioration des capacités économiques des femmes, leurs capacités de décision au niveau du ménage et à pouvoir agir sur les décisions qui les concernent aux niveaux des chaines de valeur. L'Action priorise les chaines de valeur lait, cultures maraîchères, céréales locales (le cas échéant aviculture et pisciculture) où les femmes jouent un rôle clé (production, transformation, commercialisation). Elle vise à renforcer leurs capacités techniques, commerciales, organisationnelles et de gestion pour qu'elles améliorent leurs revenus et leurs capacités à davantage agir sur les choix quotidiens et stratégiques du ménage. Développer ces productions à haute valeur nutritionnelle doit également avoir des effets positifs directs sur les modes de consommation au sein de la famille, en particulier les enfants. L'accompagnement de l'implication et des itinéraires de responsabilité des femmes au sein des instances professionnelles et interprofessionnelles qui les concernent aura des effets directs sur leur accès plus équitable à la terre, aux services de productivité et aux marchés, cela sur des bases de dialogue et contractuelles où leurs responsabilités et compétences sont pleinement reconnues. L'équité d'accès à des emplois non agricoles corolaires du développement des chaines de valeur bénéficiera d'une attention particulière. Une prise de responsabilité plus affirmée doit également libérer la parole des femmes en particulier pour mettre en place les mécanismes qui permettront de corriger les discriminations et les actes de violence que certaines d'entre elles subissent.

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1, cette action porte la mention G1. Cela implique que l'égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes est un objectif significatif de cette action, comme détaillé ci-dessus. Cette action contribuera également au domaine thématique « Promouvoir les droits économiques et sociaux et garantir l'autonomisation des filles et des femmes » du III Plan d'Action Genre de l'UE (2021-2025).

Droits de l'homme

L'Action agit sur les principaux déterminants de la pauvreté, de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle qui prévaut autant en milieu urbain qu'en milieu rural. L'accès à des revenus décents et à une alimentation saine tout au long de l'année sont parmi les fondements des droits humains. Le renforcement des OSP, des mécanismes de dialogue et contractuels sera fondé sur une approche basée sur les droits humains, en particulier, l'accès égal à la formation, des modes de fonctionnement démocratiques et inclusifs, une information transparente, l'application et le respect de la réglementation en vigueur et la redevabilité. Une attention particulière sera accordée à la prévention des facteurs de conflits et de discrimination en particulier dans l'accès aux ressources et nouvelles opportunités. Un soutien sera accordé au fonctionnement des mécanismes de médiation et de règlement des litiges.

Invalidité/Handicap

La mise en œuvre de l'action se fera de manière la plus inclusive possible tenant compte des différentes catégories de personnes. Les personnes frappées d'invalidité/handicap seront considérées de manière à ce qu'elles puissent avoir accès aux services et à l'emploi tout autant que les personnes valides. Par ailleurs, l'amélioration des conditions de sécurité alimentaire, nutritionnelle et financière attendue de la présente action sera bénéfique pour toutes les tranches de la population dans les zones de mise en œuvre, y compris les personnes frappées d'invalidité/handicap. Toutefois, l'action ne porte pas d'objectif spécifique lié à l'invalidité ou le handicap, et le code DAC applicable est donc D0.

Démocratie

L'action assurera la promotion de démarches participatives au sein des organisations et communautés bénéficiaires, au sein des chaines de valeurs et par l'appui au renforcement du dialogue public-privé. Le respect des règles démocratiques et la prescription des exclusions de toute nature figurent parmi les critères de soutien aux organisations à caractère coopératif, associatif (organisations à caractère interprofessionnel ou faïtières) ou consultatif. La mise en œuvre d'actions de formation et de communication permettra aux adhérents, et plus

globalement aux citoyens sans discrimination de sexe ou d'âge d'être davantage édifiés sur leurs droits, également leurs devoirs. Le principe de redevabilité guidera l'ensemble des interventions mises en œuvre par l'action, cela en s'appuyant sur un dispositif de suivi/évaluation à responsabilité partagée.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

La situation sécuritaire est dans l'ensemble satisfaisante à l'échelle du pays. Les principaux foyers de tensions sont liés aux conflits entre agriculteurs et éleveurs et aux initiatives « précipitées » d'accaparement des terres. Les mécanismes de dialogue qui seront instaurés à différents niveaux sont destinés à prévenir les conflits, à alerter suffisamment tôt lorsqu'ils se déclarent et à contribuer à la médiation pour les résoudre.

Le sens de l'action est d'agir pour l'amélioration durable des conditions financières et de sécurité alimentaire des populations, cela en mettant en place les mesures, outils et dispositifs qui contribuent à consolider la résilience des populations.

Réduction des risques de catastrophes

La présente action contribue à opérationnaliser la transformation des systèmes alimentaires dans les zones de mise en œuvre. Évoluer vers la souveraineté alimentaire par l'amélioration durable de la productivité et de la compétitivité agropastorale et le développement des chaînes de valeur de produits locaux, le soutien à la mise en place de plans et de cadres budgétaires sensibles à la nutrition doivent contribuer à réduire drastiquement l'insécurité alimentaire. L'utilisation de méthodes agro écologiques est de nature à assurer une conservation des écosystèmes productifs contribuant à limiter les risques liés à la dégradation environnementale par l'intermédiaire de pratiques agricoles. Le maintien de la biodiversité au sein des écosystèmes est de nature à favoriser le maintien des équilibres divers diminuant ainsi les risques de proliférations de pathogènes et ravageurs de cultures.

3.4 Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne / Faible)	Impact (Haute/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
Risques développementaux	1. Les MPME agroindustrielles éprouvent des difficultés à accéder aux financements pour répondre à leurs besoins de fonds de roulement et d'investissements	Moyen	Élevé	L'Action facilitera l'accès des MPME à des crédits concessionnels et des garanties pour financer leurs projets d'investissements. Des mécanismes de blending permettront de faciliter la relation institutions bancaires – promoteurs pour financer des investissements verts et consolider l'offre de services financiers
	Les taux d'inflation courants élevés des produits alimentaires fragilisent les impacts des programmes de lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle	Élevé	Élevé	L'action soutient le développement des productions locales à haute valeur nutritionnelle de manière à les rendre accessibles aux consommateurs urbains et ruraux. Les campagnes de communication pour promouvoir la consommation des produits locaux et évoluer vers une alimentation saine/diversifiée prennent en compte la réalité du pouvoir d'achat des ménages dans les messages diffusés.
	2. Les femmes et les jeunes s'impliquent peu dans l'action en raison de facteurs et de causes structurelles	Moyen	Élevé	Les choix stratégiques initiaux ont opté pour intervenir dans des secteurs connus comme étant le domaine des femmes et qu'elles sont appelées à

	d'inégalité présents dans leurs foyers, leurs communautés et les institutions.			<p>développer en renforçant leurs capacités individuelles et collectives.</p> <p>Dans le cadre de l'action, une approche plus transformatrice sera promue, s'attaquant à ces causes structurelles par des études, des analyses, des formations et des services de conseil.</p> <p>L'accompagnement des projets des jeunes, dans toute leur diversité, adressera l'ensemble des contraintes qui s'opposent à leur réalisation.</p>
Risques économiques	3. Les coûts de l'énergie altèrent fortement la compétitivité des productions nationales	Moyen	Moyen	Les mécanismes de blending, de garantie et d'assistance technique qui seront mobilisés sont principalement dédiés à favoriser des investissements verts et responsables
	4. Les termes du marché sont défavorables au développement des chaînes de valeur nationales	Moyen	Moyen	La dialogue public-privé est renforcé pour davantage protéger les investisseurs privés nationaux face aux distorsions induites par les marchés de changes et le nouveau code des investissements.
Risques climatiques et environnementaux	5. Récurrence d'événements climatiques extrêmes Modification des cycles climatiques	Moyen	Élevé	<p>Placer la disponibilité de la ressource en eau à l'amont de toutes les interventions ; Renforcer les indices de risques climatiques dans les analyses économiques et les études de faisabilité (débits de crues, inondations, etc.).</p> <p>Renforcement des outils de prévention et de réponse aux situations de crises (amélioration des outils de programmation et budgétaires, des mécanismes de pilotage des stratégies de sécurité alimentaire et nutritionnelle, et de la qualité des systèmes d'information).</p>
Risques liés à la gouvernance économique	6. Non fonctionnalité des institutions de gouvernance économique	Moyen	Moyen	Renforcement des capacités opérationnelles et de gouvernance des organisations professionnelles, renforcement du dialogue entre les professions au sein d'une même filière et renforcement du dialogue public-privé au travers de la CCIAM qui sera appuyée dans ce rôle
	7. Non-respect des engagements contractuels entre partenaires	Moyen	Élevé	<p>Information des acteurs économiques sur les procédures de sécurisation des contrats et de règlement des conflits.</p> <p>Consolidation des mécanismes d'arbitrage et de règlement des différends (CCIAM, Tribunal de Commerce).</p>
Risques sécuritaires	8. Des terres agricoles font l'objet d'accaparement, conduisant à une insécurité foncière suivie de conflits concernant la gestion	Moyen	Moyen	Communication renforcée sur les dispositions réglementaires relatives à l'octroi des terres, à la sécurisation foncière, à la gestion des espaces pastoraux, et leurs évolutions

	des zones agricoles et pastorales			Renforcement du dialogue public-privé par le biais des plateformes existantes et de la CCIAM à l'amont des décisions.
--	-----------------------------------	--	--	---

Enseignements tirés :

Les expériences conduites à ce jour dans les chaînes de valeur lait et riz (appuyées dans le cadre des programmes de Promotion du développement des filières agricoles et pastorales durables « RIMFIL » et renforcement de la production alimentaire et de la résilience des systèmes alimentaires durables « SECURALIM ») montrent que les MPME impliquées assurent des fonctions de développement (appui/conseil, financement, approvisionnement en intrants et facteurs de production, etc.), lient durablement les producteurs aux marchés, créent de la valeur ajoutée qui génèrent de l'emploi équitable et décent pour les jeunes et les femmes. L'Action entend valoriser et consolider ce type de démarche au sein des chaînes de valeur lait, cultures maraîchères, céréales locales, éventuellement pisciculture et aviculture²⁹. La réduction de l'empreinte carbone constitue également une préoccupation clé, cela se réalisera au travers de la promotion des pratiques agro écologiques, d'une intégration raisonnée agriculture – élevage (telles que développées dans les projets RIMFIL et SAFIRE), de la promotion des investissements « verts » en particulier en matière énergétique (projet d'investissements productifs et énergétiques pour le développement durable des zones rurales « RIMDIR ») et de cahiers de charges qui accordent une importance forte à la sécurité sanitaire des aliments (et à la réduction de la dépendance aux intrants chimiques). Le développement écologiquement responsable des filières locales adaptées au changement climatique à haut potentiel nutritionnel et commercial est étroitement lié à l'évolution des comportements et modes de consommation des ménages urbains et ruraux. Les campagnes de promotion des produits alimentaires locaux menées par un consortium d'ONG³⁰ seront poursuivies avec une emphase particulière sur les bonnes pratiques nutritionnelles. La viabilité économique à terme des chaînes de valeur agropastorales est liée au développement et à la durabilité du potentiel productif, ce qui encourage l'insertion des jeunes hommes et femmes dans les métiers de l'agriculture et de l'élevage. Les leçons tirées de l'expérience SAFIRE montrent que la stratégie mise en œuvre devra être attractive pour les jeunes en tenant en compte des contraintes systémiques (foncier, financement, conseil, accès aux technologies modernes, etc.) qui, faute de pouvoir être surmontées, amplifient les mouvements de migration vers les villes. La compétitivité des chaînes de valeur de produits alimentaires est confrontée aux difficultés que rencontrent leurs acteurs à accéder aux financements nécessaires pour moderniser les systèmes de production, innover, se mécaniser, disposer des besoins en trésorerie pour rémunérer leurs fournisseurs. L'expérience de subvention adossée au crédit mise en œuvre pour les producteurs agropastoraux dans le projet RIMFIL sera consolidée et élargie aux MPME en testant les possibilités de mobiliser les mécanismes de blending et de garantie via le Fonds européen pour le développement durable plus (FEDD+).

La transformation des systèmes alimentaires est indissociable du renforcement de l'action publique, ce qui implique d'opérationnaliser les dispositifs existants (Conseil national de Développement de la Nutrition), Point focal SUN, Points focaux sectoriels), d'actualiser les documents stratégiques (PSNM, PNDA), d'adapter les systèmes d'information aux besoins réels et de renforcer la visibilité budgétaire sensible à la nutrition dans le cadre du processus de modernisation des finances publiques. Le soutien au développement des campagnes de communication destinées à faire évoluer les comportements et réduire les pratiques alimentaires inadéquates sera poursuivi.

3.5 Logique d'intervention

La faible performance du secteur agropastoral en Mauritanie nécessite qu'une transformation profonde des systèmes alimentaires soit opérée afin de répondre aux nombreux défis qui se manifestent de manière récurrente par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et le manque de compétitivité des filières productives agropastorales. L'Action se situe dans le processus de reconquête par la Mauritanie de sa souveraineté alimentaire, c'est-à-dire de contribuer à son échelle à solutionner cette question à son niveau le plus critiques, en particulier sécuriser l'approvisionnement des marchés urbains et ruraux en produits alimentaires de qualité, agir simultanément sur les

²⁹ Si les études économiques confirment l'opportunité de les développer.

³⁰ Caravane de sensibilisation et de communication sur la « Consommation locale, saine et équilibrée »

causes structurelles l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, ainsi que sur le renforcement de la résilience aux chocs des populations rurales vivant dans des conditions de plus grande vulnérabilité.

La présente action vise à apporter des solutions adéquates à cette situation, en se focalisant essentiellement sur la structuration et la consolidation des chaînes de valeur agropastorales à haut potentiel nutritionnel et commercial en lien avec l'amélioration des systèmes de production à vocation alimentaire durables, écologiquement responsables et résilients aux chocs climatiques à l'amont et un ensemble d'actions visant à faire évoluer les modes de consommation et les pratiques nutritionnelles à base de produits « locaux » et adaptés au changement climatique à l'aval. L'action publique sera renforcée afin de proposer un cadre favorable au dialogue public – privé, à la compétitivité des chaînes de valeur et à la résorption des causes structurelles de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, contribuant ainsi aux objectifs définis par l'initiative Grande Muraille Verte.

Cette action sera conduite en étroite complémentarité avec les programmes en cours et en préparation (RIMFIL, RIMDIR, SECURALIM, PRADEP, PADISAM, PAGFAM, etc.) et ceux en cours d'instruction (programme filière de l'AFD, etc.) et soutiendra le développement écologiquement responsable, adapté au changement climatique des chaînes de valeur à haute valeur nutritive et commerciale structurellement dépendantes pour la plupart des importations : lait, productions maraîchères, céréales locales. Des actions pilotes innovantes de développement des chaînes de valeur aviculture traditionnelle améliorée et pisciculture seront envisagées, dans la mesure où elles pourront participer aux efforts d'atténuation et d'adaptation aux effets du changement climatique et à la protection et la restauration de l'environnement et de la biodiversité. Les actions seront concentrées dans les zones géographiques à fort potentiel pour agir efficacement à la taille du problème alimentaire (Brakna, Gorgol, Trarza) qui sont également les régions où les taux de vulnérabilité économiques et de malnutrition sont les plus élevés. Toutefois, les appuis à la structuration professionnelle en particulier dans sa capacité à offrir des services sensibles au climat, à l'environnement et à la biodiversité aux agropasteurs, à la consolidation du dialogue interprofessionnel, à développer des actions de communication pour promouvoir les céréales locales adaptées au changement climatique et des modes de consommation appropriés dynamisant la demande couvriront l'ensemble des wilayas communs à l'action, aux projets RIMFIL et SECURALIM sur les trois filières.

Les produits liés à l'objectif spécifique 1 permettent effectivement d'améliorer la compétitivité, l'adaptation au changement climatique et la contribution à l'environnement et la biodiversité des chaînes de valeur en : i) renforçant la qualité et un accès égal à des services financiers et non financiers aux agropasteurs (y compris des femmes et des jeunes), ii) s'appuyant sur un tissu de MPME pour créer de la valeur ajoutée, de l'emploi et organiser les flux de marché, cela en créant un cadre favorable au développement des pratiques contractuelles et à l'accès égal aux financements bancaires, iii) consolidant le dialogue interprofessionnels pour donner de la visibilité au développement des chaînes de valeur et organiser le dialogue avec l'État, iv) en agissant sur la demande et les pratiques alimentaires par le biais de stratégies de communication adaptées et sensibles au genre.

Pour ce qui est des produits liés à l'objectif spécifique 2, leur réalisation permet d'agir efficacement sur les causes structurelles de la malnutrition et de la vulnérabilité alimentaire en leur conférant une visibilité optimale dans l'arsenal programmatique de la Mauritanie, en contribuant à consolider les cadres et instruments de pilotage des stratégies sensibles à la nutrition, à renforcer la ressource humaine en quantité et en qualité au niveau des entités parties prenantes et en produisant et vulgarisant les recommandations nutritionnelles et alimentaires adaptées aux réalités culturelles, sociales et économiques des populations d'un point de vue du genre et intersectoriel.

La déclinaison budgétaire de ces ambitions est centrale, l'opportunité de la modernisation des finances publiques sera saisie pour contribuer à élaborer des budgets-programmes sensibles à la nutrition. Ce produit sera conduit en étroite collaboration avec le Projet d'Appui à la Gouvernance Financière et Administrative en Mauritanie (PAGFAM) financé par l'UE.

La réalisation en cascade des interventions liées aux différents effets contribuera à la réalisation de l'objectif global de l'action.

Une attention toute particulière sera accordée aux synergies potentielles avec le programme INTERREG Madère-Acores-Iles Canaries- Mauritanie-Cabo Verde-Sénégal-Gambie-Côte d'Ivoire-Ghana-Sao Tomé et Príncipe (programme MAC) notamment sur ses axes 1, 2 et 3 consacrés à l'économie verte et bleue et au financement des PME. À cette fin, il sera opportun d'associer l'autorité de gestion de ce programme (Gouvernement des Iles Canaries) à l'Initiative Équipe Europe (IEE) sur ces domaines.

3.6 Matrice indicative du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être développé au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être informées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à cette AD, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles intermédiaires pour les indicateurs et des résultats si besoin.

- Le premier rapport d'avancement devra inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de références/cibles).
- Les rapports d'avancement suivants devront fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final devra inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice indicative du cadre logique peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les produits attendus et les indicateurs, valeurs cibles et valeurs de références associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucune modification n'étant nécessaire à la décision de financement.

Modalité de projet (3 niveaux de résultats / indicateurs / valeurs de référence / valeurs cibles / source de données / hypothèses – pas d'activités)

Résultats	Chaine de résultats (@) : (maximum 10)	Indicateurs (@) : (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
Impact	Soutenir une alimentation saine (sûre et diversifiée), disponible et accessible pour toute la population mauritanienne par la promotion d'une agriculture productive, compétitive, écologiquement responsable, résiliente au changement climatique et inclusive.	<p>1 : Prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de moins de cinq ans³¹ ;</p> <p>2 : Prévalence de la malnutrition aigüe globale chez les enfants de 2 à 28 mois ;</p> <p>3. : Prévalence de la sous-alimentation ou faim chronique ;</p> <p>4 : Proportion de la population vivant sous le seuil de pauvreté par sexe, profession, âge et de résidence (urbain/rural) (SDG 1.1.1);</p> <p>5 : Proportion des secteurs Agriculture, Élevage, Pêche (AEP) dans le PIB³².</p> <p>6. Prévalence de l'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans (ventilé par sexe) (SDG 2.2.2)</p> <p>7. Prévalence du retard de croissance (taille pour l'âge <- 2 écart-type de la médiane des normes de croissance de l'enfant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS))</p>	<p>1 : 17% (2021)</p> <p>2 : 11,1% (2021)</p> <p>3. : A définir (2024)</p> <p>4. : A définir (2024)</p> <p>4. A définir (2024)</p> <p>5 : 25,5% A : 4% (2020) E : 15% (2021) P : 6,5% (2020) A définir (2024)</p> <p>6. A définir (2024)</p> <p>7. A définir (2024)</p>	<p>1 : 14% (2025), à maintenir (2028)</p> <p>2 : 5% (2025), à maintenir (2028)</p> <p>3 : A définir (2028)</p> <p>4 : A définir (2028)</p> <p>5 : A définir (2028)</p> <p>6. A définir (2028)</p> <p>7. A définir (2028)</p> <p>8. A définir (2028)</p>	<p>1 : Enquête SMART</p> <p>2 : Enquête SMART</p> <p>3 : FAOSTAT</p> <p>4 : Statistiques ANSADE (Agence Nationale de la Statistique et de l'Analyse Démographique et Economique) Statistiques de la Banque Mondiale (www.worldbank.com)</p> <p>5 : Statistiques ANSADE (Agence Nationale de la Statistique et de l'Analyse Démographique et Économique)</p> <p>6. www.who.int/nutgrowthdb/estimates2012/en/ (WHO-UNICEF-World Bank) http://unstats.un.org/sdgs/indicators/database</p> <p>7. http://www.who.int/nutgrowthdb/estimates2012/en/ (WHO-UNICEF-World Bank) SDG Reporting on indicator 2.2.1: http://unstats.un.org/sdgs/indicators/database/ UNICEF - MICS5 http://mics.unicef.org/</p> <p>8. A définir (2028)</p>	Non applicable

		chez les enfants de moins de 5 ans (ventilé par sexe) (GERF 1.25/ SDG 2.2.1)				
		8. SDG 2.1.2 Prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou sévère dans la population, sur la base de l'échelle d'expérience de l'insécurité alimentaire (Food Insecurity Experience Scale) (FIES) (ventilé par sexe) (indicateur clé OPSYS)	8. A définir (2024)			

³¹ Indicateur SCAPP 2.

³² En volume et en valeur relative (importance à venir des revenus gaziers dans la formation du PIB.

Objectif spécifique 1	Renforcer le développement écologiquement responsable et adapté au changement climatique des chaînes de valeur à haut potentiel nutritionnel et commercial pour contribuer au développement inclusif de zones rurales, faciliter l'accès égal à des revenus décents pour les jeunes et les femmes, et permettre d'assurer l'approvisionnement des centres urbains en produits adaptés, accessibles et de qualité	1.1: Nombre de personnes touchées par l'insécurité alimentaire bénéficiant d'une assistance de l'UE (désagrégué par sexe, âge, résidence (urbain/rural) et handicap) ;	1.1: Baseline (2024).	1.1: A définir (2028).	1.1: Baseline, end line.	Un environnement favorable au développement des productions alimentaires est mis en place pour réduire les écarts de compétitivité avec les produits importés ; Le niveau d'insécurité sociale et économique dans les zones d'intervention constitue un frein à l'innovation et à l'investissement
		1.2 : Nombre de personnes bénéficiant directement d'interventions soutenues par l'UE visant à réduire les inégalités économiques et sociales (désagréguée par sexe, âge, résidence (urbain/rural) et par situation de handicap) ;	1.2 : Baseline (2024).	1.2 : A définir (2028).	1.2: Baseline, end line.	
		1.3 : Volume des importations de produits, ventilés par type : laitiers, de légumes et de céréales ;	1.3 : A définir (2024)	1.3 : A définir (2028)	1.3 : Statistiques ANSADE, Douanes	
		1.4. Évolution des prix sur les marchés locaux (produits à préciser).	1.4 : A définir (2024)	1.4 : A définir (2028)	1.4 : Statistiques ANSADE	
		1.5 Écosystèmes agricoles et pastoraux pour lesquels des pratiques de gestion équitable et durable des terres ont été mises en place avec l'appui de l'UE (ha) (GERF 2.2)	1.5. A définir (2024)	1.5. A définir (2028)	1.5. Statistiques ANSADE	
		1.6. Nombre de micro, petites et moyennes entreprises (MPME) soutenues par l'UE déclarant avoir adopté des pratiques de consommation et de production durables (ventilé par sexe et tranche d'âge du propriétaire, taille de l'entreprise (indicateur clé OPSYS)	1.6. A définir (2024)	1.6. A définir (2028)	1.6. Statistiques ANSADE	
		1.7. Revenus monétaires des exploitants (désagrégué au moins par sexe et âge et type : agropastoraux et familiales)	1.7. A définir (2024)	1.7. A définir (2028)	1.7. Statistiques ANSADE	

Objectif spécifique 2	Renforcer le cadre institutionnel et de gouvernance afin de transformer les systèmes alimentaires pour apporter des réponses aux causes structurelles de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle (y compris du point de vue du genre) et mettre en œuvre de plans de communication accessibles à toute la population pour faire évoluer les modes de consommation vers des régimes alimentaires sains valorisant les produits locaux et adaptés au changement climatique	2.1. Ressources publiques (budget et aides publiques) allouées au secteurs agriculture et élevage (en euros); 2.2. Ressources publiques (budget et aides publiques) allouées à la réduction de l'insécurité alimentaire, nutritionnelle et à la sécurité sanitaire des aliments ; 2.3. Évolution des modes de consommation (diversité alimentaire) des ménages selon le lieu de résidence (urbain/rural) et le sexe du chef de ménage ; 2.4. Proportion de la population bénéficiant de protection sociale (par sexe, distinguant les enfants, les personnes âgées, handicapées, les femmes enceintes, etc.).	2.1. : A définir (2024) 2.2. : A définir 2024 2.3. : A définir (2024) 2.4 : A définir (2024)	2.1: A définir (2028) 2.2: LFI 2029, Loi règlement 2028 2.3 : A définir (2028) 2.4 : A définir	2.1 : LFI 2029, Loi règlement si disponible 2.2 : LFI 2029, Loi règlement si disponible 2.3 : ANSADE Enquêtes à réaliser 2.4 : Statistiques, enquêtes cadre harmonisé/Réseau de Prévention des Crises Alimentaires	La stabilité politique et sécuritaire est assurée; L'inflation est maîtrisée et la stabilité monétaire assurée.
Produit 1 lié à l' Objectif spécifique 1	1.1. Les services de conseil et d'information professionnels adaptés au changement climatique et visant à protéger et restaurer l'environnement et la biodiversité sont développés et l'accès régulier au matériel végétal (semences, boutures, plantules, etc.) est assuré, ce qui contribue au développement de systèmes de production performants, compétitifs, diversifiés, inclusifs et basés sur les principes de l'agroécologie et de l'agriculture sensible au climat, ainsi qu'à une meilleure régularité des circuits d'approvisionnement locaux et des flux commerciaux .	1.1.1. Nombre de producteurs ayant un accès régulier à des services de conseil agricole et pastoral (désagrégué au moins par sexe et âge) 1.1.2. Nombre de producteurs qui se déclarent « satisfaits/très satisfaits » par les services de conseil agricole et pastoral (désagrégué au moins par sexe et âge) ; 1.1.3. Nombre de petits exploitants bénéficiant d'interventions soutenues par l'UE dans le but d'accroître leur production durable, leur accès égal aux marchés et/ou sécurité à la terre (désagréguée par sexe, âge, résidence (urbain/rural) et par situation de handicap) (GERF 2.1)	1.1.1: A définir (2024) 1.1.2: A définir (2024) 1.1.3: A définir (2024)	1.1.1: A mesurer (2028) 1.1.2: A définir (2028) 1.1.3: A définir (2028)	1.1.1: Enquêtes de référence et enquêtes finales menées par l'intervention financée par l'UE 1.1.2: Enquêtes de référence et enquêtes finales menées par l'intervention financée par l'UE 1.1.3: Enquêtes de référence et enquêtes finales menées par l'intervention financée par l'UE	Absence d'aléas climatiques exceptionnels : Absence de situations sociales conflictuelles majeures (accaparement de terres, conflits agriculteurs – éleveurs, etc.)

Produit 2 lié à l' Objectif spécifique 1	1.2. Les liens contractuels entre des MPME de transformation, les acteurs du marché et les OSP représentant les producteurs des chaines de valeur lait, céréales locales et cultures maraîchères sont renforcés, consolidant durablement le tissu économique local .	1.2.1 : Nombre de systèmes de qualité développés par les opérateurs économiques avec le soutien de l'UE ; 1.2.1: Nombre (a) d'emplois/ (b) emplois verts soutenus par l'UE (par sexe, par âge et par situation de handicap) (GERF 2.13); 1.2.3 : Volumes de produits alimentaires locaux (lait, productions maraîchères, céréales locales, etc.) de qualité, accessibles mis sur les marchés.	1.2.1: A définir (2024) 1.2.2: A définir (2024) 1.2.3: A définir 2024	1.2.1: A mesurer (2028) 1.2.2 : A mesurer (2028) 1.2.3: A mesurer (2028)	1.2.1: Rapports d'avancement de l'intervention financée par l'UE 1.2.2: Rapports d'avancement de l'intervention financée par l'UE 1.2.3: Rapports d'avancement de l'intervention financée par l'UE	Le contexte économique et réglementaire est favorable à l'investissement privé local dans le secteur agroalimentaire ; Intérêt et confiance des agropasteurs dans leur coopératives et les modèles d'agriculture contractuelle
Produit 3 lié à l' Objectif spécifique 1	1.3. L'organisation des chaines de valeur (lait, céréales locales et maraîchères) est renforcée, contribuant à structurer l'offre de service nécessaire à leur développement basé dans les principes de l'économie circulaire, à la consolidation du dialogue public et à l'amélioration de leur environnement économique, réglementaire et institutionnel pour fournir des produits de qualité, contribuant à l'environnement et à la biodiversité, accessibles et utilisables par les consommateurs .	1.3.1 : Nombre de plateformes professionnelles et/ou interprofessionnelles disposant d'un plan stratégique et d'un programme d'action budgété avec le soutien de l'UE ; 1.3.2 : Nombre de plateformes professionnelles et/ou interprofessionnelles ayant un agenda de plaidoyer avec le soutien de l'UE 1.3.3 : Nombre de plateformes professionnelles et/ou interprofessionnelles fournissant des services à leurs membres avec le soutien de l'UE 1.3.4 : Nombre de politiques gouvernementales élaborées ou révisées avec la participation d'organisations de la société civile grâce au soutien de l'UE (GERF 2.29) 1.3.5.Nombre de femmes et de leurs organisations qui ont participé à l'élaboration politiques, réglementations, normes, élaborées et révisées avec la participation d'OSP	1.3.1 : 0 (2024) 1.3.2 : 0 (2024) 1.3.3 : 0 (2024) 1.3.4 : A définir (2024) 1.3.5 : A définir (2024)	1.3.1. A mesurer (2028) 1.3.2. A mesurer (2028) 1.3.3. A mesurer (2028) 1.3.4 : A définir (2028) 1.3.5 : A définir (2028)	1.3.1 : Rapports d'avancement de l'intervention financée par l'UE 1.3.2 : Rapports d'avancement de l'intervention financée par l'UE 1.3.3 : Rapports d'avancement de l'intervention financée par l'UE 1.3.4 : Rapports d'avancement de l'intervention financée par l'UE 1.3.5 : Rapports d'avancement de l'intervention financée par l'UE	Les OSP se renforcent et gagnent en autonomie politique et financière Les ministères techniques concernés (MA, ME, MCIAT) et les agences rattachées (ANSSAPA) coordonnent leurs activités, jouent leurs rôles et contribuent activement au dialogue public- privé.

Produit 4 lié à l' Objectif spécifique 1	1.4. Les campagnes de communication et de promotion des régimes alimentaires sains privilégiant des produits locaux, adaptés au changement climatique, contribuent à faire évoluer les modes de consommation dans le respect des bonnes pratiques nutritionnelles et à dynamiser la demande	1.4.1 : Nombre de personnes atteintes à travers les campagnes de communication de promotion des produits locaux et des bonnes pratiques alimentaires réalisées avec l'appui de l'UE (ventilé par type : réseaux sociaux, télévision, radio, presse, animations, foires, etc.) ; 1.4.2 : Demande en produits locaux de qualité (désagrégué par origine urbaine/rurale) ; 1.4.3 Évolution de la diversité alimentaire minimale chez les enfants de 6-23 mois (désagrégué au moins par sexe) ; 1.4.4 Évolution du score de la diversité alimentaire chez les femmes en âge de procréer (15-49 ans)	1.4.1 : 0 (2024) 1.4.2 : A définir (2024) 1.4.3 : 30% (2024) 1.4.4 : 40% (2024)	1.4.1 : A mesurer (2028) 1.4.2 : A définir (2028) 1.4.3 : 50% (2028) 1.4.4: 60%	1.4.1 : Rapports d'avancement de l'intervention financée par l'UE 1.4.2 : Enquêtes de référence et enquêtes finales menées et budgétisées par l'intervention financée par l'UE 1.4.3 : Enquêtes SMART/EDS/MICES 1.4.4 : Idem 1.4.3	Les prix des produits alimentaires locaux restent compétitifs sur les marchés Les produits alimentaires locaux sont accessibles pendant toute l'année et d'une année à une autre
Produit 5 lié à l' Objectif spécifique 1	1.5. Les produits et l'accès égal aux services financiers verts sont améliorés, contribuant à l'amélioration des performances des acteurs et de la compétitivité des chaînes de valeur lait, céréales locales et maraîchères en favorisant les investissements verts, inclusifs et responsables .	1.5.1 : Nombre de bénéficiaires (producteurs, coopératives, MPME) ayant accès à des services financiers adaptés avec le soutien de l'UE (désagrégué par sexe, âge, provenance (urbaine/rurale) et situation de handicap) (GERF 2.17, b) ; 1.5.2 : Nombre d'instruments financiers verts inclusif et sensibles au genre développés avec le soutien de l'UE.	1.5.1 : 0 (2024) 1.5.2 : 0 (2024)	1.5.1. A définir (2028) 1.5.2 : A définir (2028)	1.5.1 -1.5.2: Rapports d'avancement de l'intervention financée par l'UE	Le climat des affaires et la conjoncture des chaînes de valeur favorisent l'intérêt du secteur financier pour le secteur agropastoral
Produit 6 lié à l' Objectif spécifique 1	1.6. Des pilotes de chaînes de valeur innovantes, adaptées au changement climatique, durables et sensibles à la nutrition (aviculture traditionnelle améliorée, enrichissement en micronutriments des farines de céréales locales, pisciculture continentale etc.) sont développés, contribuant à assurer des revenus durables aux femmes et aux ménages	1.6.1 : Nombre de projets pilotes de chaîne de valeur inclusives développées avec l'appui de l'UE ; 1.6.2 : Nombre de femmes, de jeunes et de ménages vulnérables avec un accès limité au foncier bénéficiaires des projets pilote ayant directement et indirectement dégagé des ressources monétaires supplémentaires durables avec le soutien de l'UE.	1.6.1 : 0 (2024) 1.6.2 : 0 (2024)	1.6.1 : A définir (2028) 1.6.2 : A définir (2028)	1.6.1 : Rapports d'avancement de l'intervention financée par l'UE 1.6.2 : Enquêtes de référence et enquêtes finales menées et budgétisées par l'intervention financée par l'UE	Les études initiales socio-économiques et de marché sont positives pour développer les chaînes de valeur innovantes identifiées Les femmes et les autres groupes vulnérables sont disposés à participer aux activités du projet et ne sont pas entravés par des normes et des barrières culturelles

	vulnérables qui ont un accès limité au foncier.					
Produit 1 lié à l' Objectif spécifique 2	2.1 La prise en compte de l'alimentation et de la nutrition dans la définition et la mise en œuvre des politiques publiques est renforcée au niveau multisectoriel et sectoriel .	2.1.1: Nombre de documents de politiques et de stratégies sectorielles et intersectorielles sensibles à la nutrition, actualisés avec l'appui de l'UE ; 2.1.2 : Prise en compte de la nutrition dans l'organigramme des principaux départements ministériels (agriculture, élevage et pêche).	2.1.1: 0 (2024) 2.1.2: A définir (2024)	2.1.1: A définir (2028) 2.1.2: A définir (2028)	2.1.1 – 2.1.2 : Rapports d'avancement de l'intervention financée par l'UE	Volonté de l'Etat haut plus haut niveau d'agir sur les causes et les conséquences de la situation nutritionnelle du pays
Produit2 lié à l' Objectif spécifique 2	2.2. Les mécanismes institutionnels de coordination intra et intersectorielle sont renforcés, permettant l'amélioration du pilotage des politiques publiques sensibles à la nutrition et de l'efficacité des outils d'information et de suivi des performances des programmes	2.2.1. Nombre de sessions ordinaires du Conseil national de Développement de la Nutrition (CNDN) qui se tiennent selon ses dispositions organiques avec le soutien de l'UE ; 2.2.2 : Nombre de nutritionnistes ou points focaux formés/recrutés avec l'appui de l'UE au sein des ministères de l'Agriculture et de l'Élevage avec des compétences/connaissances accrues sur les systèmes alimentaires (ventilé par sexe) ; 2.2.3 : Nombre de formations en nutrition et systèmes alimentaires créés avec l'appui de l'UE en collaboration avec l'Université de Nouakchott en cours d'emploi pour les agents des secteurs productifs concernés. 2.2.4. État de réalisation d'un dispositif de suivi du PNDN	2.2.1. 0 (2024) 2.2.2 0 (2024) 2.2.3 : 0 (2024) 2.2.4.: 0 (2024)	2.2.1 A définir (2028) 2.2.2 : Au moins trois postes pour chacun des deux secteurs (2028) 2.2.3 : 1 formation diplômante fonctionnelle 2.2.4. Un dispositif fonctionnel est mis en place	2.2.1. Rapports annuels du CNDN 2.2.2 : Rapports annuels et organigrammes des ministères concernés 2.2.3 : Rapports annuels et compte-rendu de formation 2.2.4 : Rapports annuels et compte-rendu de formation	Le CNDN est opérationnel et dispose d'un budget Le point focal SUN dispose des ressources humaines et financières pour assurer ses missions, dont le secrétariat du CNDN Prise de conscience élevée dans les ministères concernés de l'intérêt des politiques publiques des secteurs productifs sensibles à la nutrition
Produit 3 lié à l' Objectif spécifique 2	2.3. L'approche budget-programme est mis en œuvre, permettant une meilleure prise en compte et efficacité des réponses à apporter aux causes structurelles de l'insécurité	2.3.1 : État d'inclusion de la nutrition dans les documents cadre de présentation des budgets programmes (Direction Générale du Budget) 2.3.2 : Nombre de CDMT des ministères Pilotes (MS, ME, MA) concernés par la	2.3.1 : Une ligne budgétaire n'est pas incluse	2.3.1 : Une ligne budgétaire Nutrition est insérée (2025)	2.3.1 : Rapports annuels des ministères concernés	Avancement du processus de modernisation des finances publiques selon l'agenda prévu Volonté de l'État haut plus haut niveau d'agir sur les causes et les

	alimentaire et de la malnutrition	modernisation des finances publiques qui disposent d'un budget dédié à la nutrition avec l'appui de l'UE 2.3.3. Nombre de cadres de résultats sectoriels actualisés avec le soutien de l'UE	2.3.2 : 0 (2024) 2.3.3. : 0 (2024)	2.3.2 : 3 (2028) 2.3.3. : A définir (2028)	2.3.2 : Rapports annuels et organigrammes des ministères concernés 2.3.3 : Rapports annuels et organigrammes des ministères concernés	conséquences de la situation nutritionnelle du pays
Produit 4 lié à l' Objectif spécifique 2	2.4. Des recommandations alimentaires et nutritionnelles sont élaborées, vulgarisées et appliquées pour réduire les mauvaises pratiques alimentaires et leurs conséquences (coexistence de la sous-nutrition avec le surpoids et l'obésité)	2.4.1 : Nombre de documents de recommandations alimentaires et nutritionnelles proposées et validées avec le soutien de l'UE 2.4.2 : Nombre de documents recommandations alimentaires et nutritionnelles accessibles à toute la population ; 2.4.3 : Nombre de recommandations alimentaires adoptées sensibles au genre totalement ou partiellement	2.4.1 : 0 (national) (2024) 2.4.2 : 1 (national) définir (2025) 2.4.3 : A définir (2025)	2.4.1 : A définir (2028) 2.4.2 : A définir (2028) 2.4.3 : A définir (2028)	2.4.1– 2.4.2 – 2.4.3. Rapports d'avancement de l'intervention financée par l'UE	Les recommandations s'accordent à la multiplicité des situations culturelles, des valeurs et à la diversité des situations socio-économiques des ménages mauritaniens

4 MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec la République islamique de Mauritanie.

4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 84 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

N.A.

4.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE³³.

4.4.1 Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution

Cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission sur la base des critères suivants :

- Expertise spécifique dans le secteur du développement rural, en particulier dans l'appui institutionnel des ministères sectoriels relevant (agriculture, élevage) ;
- Capacité de mise en place d'équipes multidisciplinaires avec la possible participation d'expertise de l'administration européenne ;
- Expériences spécifiques et récentes (au cours des 5 dernières années) en Mauritanie et dans la sous-région dans le secteur du développement rural et plus précisément dans le renforcement /structuration des chaînes de valeur alimentaires ;
- Contribution effective, stratégique et opérationnelle, à l'Initiative Équipe Europe « Pour la transition vers une économie verte et bleue ».

La mise en œuvre par cette entité implique la contribution aux deux objectifs spécifiques (OS1 et OS2) de l'action ainsi qu'à l'ensemble des produits liés mentionnés à la section 3.

Si l'entité envisagée doit être remplacée, les services de la Commission peuvent sélectionner une entité de remplacement sur la base des mêmes critères. Si l'entité est remplacée, la décision de la remplacer doit être justifiée.

4.4.2 Opérations FEDD+ couvertes par des garanties budgétaires

Une partie de cette action pourrait faire appel aux PIP et garanties budgétaires en gestion indirecte afin de faciliter l'accès au crédit pour les acteurs de l'agriculture, de l'élevage, de la pisciculture et de tout secteur

³³ www.sanctionsmap.eu. Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site internet, c'est la version du JO qui fait foi.

productif alimentaire qui pourrait être soutenu comme projet pilote de l'action, selon l'évolution du contexte et de la pertinence des initiatives dans le cadre du FEDD+.

Cette section 4.4.2 est incluse à titre informatif seulement. Un plan d'action global couvrant toutes les garanties budgétaires FEDD+ et la décision de financement pour l'intégralité de l'engagement annuel au titre de la ligne budgétaire FEDD+ sont adoptés séparément.

4.4.3 Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

En cas d'échec des négociations avec l'entité(s) à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.1, ou en toute autre circonstance exceptionnelle justifiée, la présente action pourra être mise en œuvre en gestion directe par subvention(s) :

a) Objet de la (des) subvention(s)

L'objet de la subvention sera la mise en œuvre de l'objectif spécifique 1 et 2 de l'action mentionné au point 3.1 ci-dessus.

b) Type de demandeurs visés

Les demandeurs visés seront des organisations non gouvernementales (ONG).

4.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI - Europe dans le monde).

4.6 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (montant en EUR)
Modalités de mise en œuvre – Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution – cf. section 4.4.1	
OS1. <i>Le développement des chaînes de valeur à haut potentiel nutritionnel contribue au développement inclusif de zones rurales, facilite l'accès à des revenus décents pour les jeunes et les femmes et permet d'assurer l'approvisionnement des centres urbains en produits adaptés, accessibles et de qualité</i>	10 000 000
OS2. <i>Les systèmes alimentaires sont transformés par une meilleure adéquation des instruments de l'action publique (stratégies, budgets, coordination/pilotage, etc.) pour apporter des réponses aux causes structurelles de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et mettre en œuvre de plans de communication pour faire évoluer les modes de consommation vers des régimes alimentaires sains valorisant les produits locaux</i>	3 500 000
Evaluation – cf. section 5.2 et Audit – cf. section 5.3	200 000
Totaux	13 700 000

4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Deux niveaux de suivi seront mis en place :

- Un comité de suivi stratégique de l'action se tiendra annuellement dans le cadre du suivi de la politique sectorielle. La présidence de cet organe sera décidée de commun accord entre le ministère en charge du partenariat avec l'UE (MAEPSP) et les ministères sectoriels impliqués dans les domaines de l'intervention (agriculture et élevage) ;
- Un comité technique de suivi sectoriel se réunira de façon régulière, de préférence chaque trimestre, avec la participation de l'ensemble des acteurs concernée.

Dans le cadre de sa prérogative d'exécution du budget et afin de préserver les intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour régir la mise en œuvre de l'action et peut signer ou s'engager dans des déclarations conjointes, dans le but de renforcer la visibilité de l'Union et de sa contribution à la présente action et d'assurer une coordination efficace.

5 MESURE DE PERFORMANCE

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et effets directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire). La collecte de données initiales nécessaire pour renseigner la base de référence de l'action sera organisée par le partenaire chargé de la mise en œuvre au démarrage de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

De même, tous les suivis et rapports doivent évaluer comment l'action tient compte du principe d'égalité des sexes, et l'approche fondée sur les droits de l'homme, y compris l'inclusion et la diversité. Les indicateurs doivent être ventilés au moins par sexe, âge et situation de handicap.

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données :

Le partenaire chargé de la mise en œuvre sera en charge de la collecte et de l'élaboration des données et des informations, dans les secteurs d'intervention, sur la base des informations disponibles dans les départements ministériels et du système du suivi interne. Les données et informations à produire seront indiquées dans la convention de contribution qui sera signé dans le cadre de la présente décision.

5.2 Evaluation

Compte tenu de la nature de l'action, une/des évaluation(s) à mi-parcours et finale pourront être effectuées pour cette action, ou une de ses composantes, par des consultants indépendants dans le cadre d'un contrat avec la Commission.

Dans le cadre de l'évaluation à mi-parcours, celle-ci sera réalisée pour résoudre des éventuels problèmes rencontrés et apporter toute action de recadrage et orientation de l'action pour en garantir une constante pertinence de ces objectifs et l'atteinte de ceux-ci.

L'évaluation finale sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée), en tenant compte notamment des objectifs d'autosuffisance alimentaire que le pays s'est fixé et de l'amélioration de la gouvernance de la nutrition.

Toutes les évaluations analyseront la manière dont l'action prend en considération une approche basée sur les droits humains ainsi que la manière dont elle participe à l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes. L'expertise sur les droits humains et l'égalité de genre sera assurée par les équipes d'évaluation.

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins 3 mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation peuvent être communiqués au partenaire et aux autres principales parties prenantes, en application des bonnes pratiques en matière de communication des évaluations. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et, le cas échéant, apportent les adaptations nécessaires.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche pour la mise en commun, la programmation et le déploiement des ressources en matière de la communication stratégique et de diplomatie publique est adoptée.

Conformément au document [«Communiquer et accroître la visibilité de l'UE –Orientations relatives aux actions extérieures»](#), publié en 2022, la communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'UE à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces ressources seront prévues dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

Appendix 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une Intervention (également appelée projet/programme) est l'entité opérationnelle associée à un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. Les interventions sont les entités les plus efficaces (donc optimales) pour le suivi opérationnel par la Commission de ses opérations extérieures en matière de développement. En tant que telles, les Interventions constituent l'unité de base pour la gestion des mises en œuvre opérationnelles, l'évaluation des performances, le suivi, l'évaluation, la communication interne et externe, le reporting et l'agrégation.

Les interventions primaires sont des contrats ou des groupes de contrats produisant des résultats et répondant à la règle suivante: « un contrat donné ne peut contribuer qu'à une seule intervention primaire et pas à plus d'une ». Un contrat individuel qui ne produit pas de résultats directs et ne peut pas être logiquement groupé avec d'autres contrats produisant des résultats est considéré comme une « entité de soutien ». L'ajout de toutes les interventions primaires et entités de soutien équivaut au portefeuille de développement complet de l'Institution.

La présente Action est identifiée comme

Niveau Action		
<input checked="" type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: tous les contrats pour cette Action